

L'hebdomadaire des Socialistes

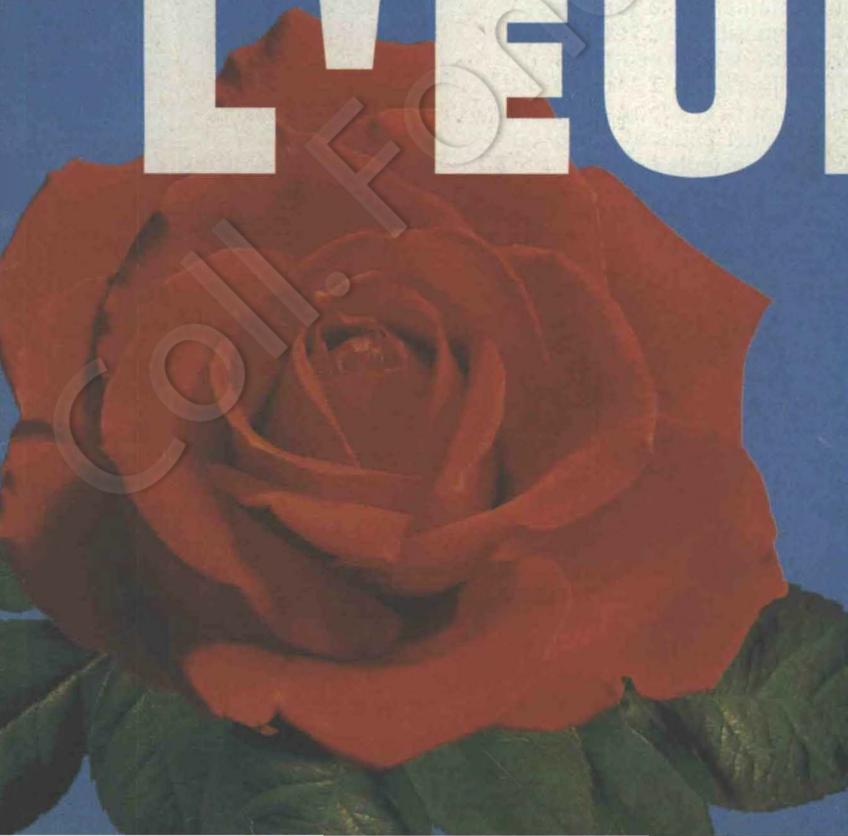
Vendredi



Cinquième année - N° 207 - Vendredi 12 novembre 1993 - ISSN 0995-0583 - Prix 6,50 F



**BATIR MIEUX
L'EUROPE**



CETTE SEMAINE

POLITIQUE INTERIEURE

- 2 Les vieilles recettes de la droite
- 3 Editorial : Michel Rocard
- 4 Claude Estier
- 6 Conseil national : le PS sur la voie de la reconquête

POLITIQUE ET SOCIÉTÉ

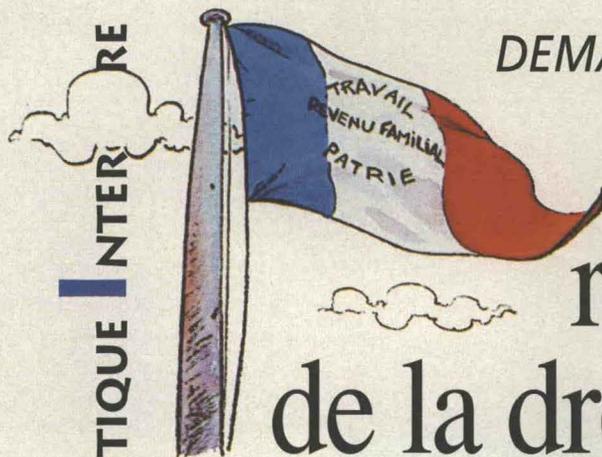
- 8 Universités et démographie : la révolte des mal-aimés
- 9 Au conseil de Paris, des urgences sociales s'imposent

POLITIQUE INTERNATIONALE

- 10 Congrès extraordinaire du Parti des socialistes européens
- 12 L'Algérie entre féodalité et démocratie
- 14 Courrier

INVITÉE

- 15 Barbara



DEMAGOGIE, REGRESSIONS...

les vieilles recettes de la droite

L'état de grâce se fane à l'automne. Monsieur Balladur le vérifie à ses dépens. C'est le moment qu'il choisit pour avancer des projets démagogiques et mettre la main sur les leviers de l'économie.

Arrivé avec une énorme majorité parlementaire et un capital de confiance impressionnant, Balladur est en train de se banaliser. Après sa reculade devant les salariés d'Air France, le voilà qui hésite face aux étudiants (lire p. 8). Les salariés les plus modestes qui vivent avec un pouvoir d'achat en peau de chagrin depuis les hausses de charges sociales se méfient. Les patrons qui réclamaient la relance par la demande s'impatientent. Les syndicats qui dénombrent les reculs des acquis sociaux mobilisent.

Faute de pain, on aura les jeux et la démagogie de la droite. Balladur flatte les Français ou joue avec leurs peurs. Après six mois, que reste-t-il de ce "nouvel exemple français" qu'il annonçait en avril ? La régression sociale organisée, le recul des libertés individuelles, la semaine de trente-deux heures comme partage du chômage, la répartition du pouvoir de l'argent entre les amis, l'abrogation de la loi Falloux réaffirmée, le repli frileux d'une France angoissée, les immigrés montrés du doigt, la carte d'identité infalsifiable et la perpétuité réelle...

Ressorti du grenier de la droite : le salaire parental de libre choix. Décrite comme une arme antichômage, cette proposition offrirait des ressources aux chômeurs ou à de jeunes parents mais encourage à avoir des enfants pour échapper à l'ANPE. Comment oublier qu'elle concerne et désigne clairement les femmes comme destinataires, qu'elle

ne s'adresse qu'aux couples mariés et aux Européens ? La Ligue des droits de l'homme, les socialistes, les associations féministes la condamnent fermement comme "familialiste et nationaliste". Autre exemple de démagogie, la réduction de 10% de la dotation publique aux partis politiques, ce gadget budgétaire ferait reculer la démocratie en France en bâillonnant les partis d'opposition, contrairement à ce que font tous nos voisins. Au même moment, le CSA reconnaît que, dans l'audio-visuel, la règle des trois tiers entre gouvernement, majorité et opposition est devenue celle des trois quarts-un quart. Décidément, la France recule.

● PERPETUITE REELLE : DEMAGOGIQUE ET DANGEREUX

La loi Méhaignerie sur la perpétuité réelle répond aux pulsions instinctives de l'opinion mais décourage tous ceux qui sont en charge des délinquants sexuels.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre pourquoi Pierre Méhaignerie a déposé un projet de loi sur la perpétuité réelle devant le conseil des ministres, mercredi dernier. Le ministre de la Justice n'attendait sans doute pas moins de sa démarche que les 81% d'approbation des Français confirmés par le sondage de la SOFRES pour "7 sur 7". Au lendemain d'un crime qui ne pouvait que frapper les imaginations, l'assassinat de la petite Karine par un meurtrier récidiviste près de Perpignan, la tentation était grande de céder aux réactions instinctives de l'opinion. Pierre Méhaignerie a donc tenu sa promesse de durcir la législation dans ce domaine. En 1986, la peine incompressible avait été portée de dix-huit à trente ans, en cas "d'assassinat sur mineur de moins de quinze ans précédé ou accompagné d'un viol, de tor-

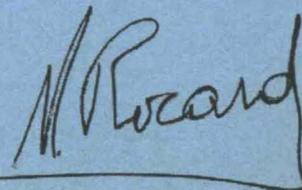
Un "New Deal" européen

A Bruxelles, en fin de semaine, les socialistes européens hésitent à s'engager sur la semaine de quatre jours. A Paris, en début de semaine, le Sénat en adopte le principe. Serait-ce que la gauche européenne deviendrait conservatrice tandis que le droite française se révélerait progressiste ? Evidemment non, mais cela mérite qu'on s'y arrête.

A droite, et depuis des siècles, l'obsession a toujours été la baisse du coût du travail, celui du serf, puis celui du prolétaire, celui de l'ouvrier, celui de l'employé de nos jours. C'est une constante absolue. Aujourd'hui, dans une certaine conception, la baisse de la durée du travail pourrait y contribuer. Qu'à cela ne tienne, une partie de la droite s'y rallie, dans des conditions qui travestissent le thème et le vident de sa portée.

A gauche, naturellement, on est circonspect au plan européen. Quoi de plus normal ? Moi-même, je n'ai pas immédiatement adhéré à cette idée et ne l'ai adoptée qu'après réflexion, échanges, examen attentif, une fois assuré que l'on pourrait augmenter le nombre des emplois et, grâce à une juste politique des revenus, ne pas diminuer les bas ni les moyens salaires. C'est lorsque cette réflexion, ces échanges, cet examen auront été faits par tous nos partenaires au plan européen que, j'en suis convaincu, ils se rallieront à cette idée.

Plus cela sera rapide, mieux ce sera. Mais je suis évidemment optimiste quand je vois la rapidité avec laquelle la proposition que j'ai faite d'un "New Deal" européen a été reprise non seulement par le président de la République et celui de la commission européenne, mais aussi par tous nos amis réunis au sein du Parti socialiste européen. Avec des mots d'ordre communs aussi forts, le PSE se donne une unité, une identité, une force. Nous veillons à ne pas être isolés en France. Déjà nous ne le sommes plus en Europe. Il y a bien du chemin à faire. Mais quel chemin déjà parcouru !



PLIC... PLIC... PLIC... PLIC... PLIC...

tures ou d'actes de barbarie". Désormais, la cour d'assises pourra prononcer une réclusion définitive que ne peut modifier qu'une grâce présidentielle. Ce faisant, Pierre Méhaignerie rompt avec toute une philosophie de notre politique pénale, plus perceptible certes dans le discours que dans la pratique, qui veut que châtement et réinsertion se conjuguent. Et comme le faisaient justement remarquer Alain Minc et Jean Glavany, ce chef de file de la démocratie chrétienne sera l'un des premiers ministres de la Justice à récuser toute perspective de rachat, de rédemption, d'espérance pour certains condamnés. Et l'un des rares à faire reculer les droits de l'individu en France pour la première fois depuis des décennies.

"Il est de la responsabilité du garde des Sceaux d'empêcher la commission de ces crimes particulièrement odieux." Le ministre de la justice plaide l'efficacité : le risque de récidive des crimes sexuels étant élevé, "la science criminelle et la recherche médicale" ne donnant pas de "réponses précises et fiables", ne reste que l'enfermement "le seul moyen connu".

Ce raisonnement n'a pour lui que sa simplicité. D'abord, il ne va pas manquer de "braves gens" pour faire remarquer que, tant qu'à faire, la peine de mort est plus humaine que cette mort lente : 134 députés de la majorité de droite ont déjà franchi ce pas en réclamant son rétablissement dans une proposition de loi. Ensuite, on ne sache pas que l'absence de réponses précises et fiables en ce qui concerne les maladies incurables aient jamais empêché les médecins de chercher des remèdes. Pierre Méhaignerie oublie qu'un certain nombre de rapports ont mis en évi-

ce le manque de prise en charge de condamnés dangereux et que, notamment, le Haut Comité à la santé publique avait souligné, en janvier de cette année, "l'absence de prise en charge thérapeutique pour les auteurs de crimes ou délits sexuels terminant le plus souvent leur détention sans évolution notable de leur personnalité avec les risques de récidive que l'on connaît." La précipitation avec laquelle Pierre Méhaignerie entend résoudre cette affaire délicate est d'ailleurs suspecte. Quels criminologues, psychologues, psychiatres, fonctionnaires de justice, ont été consultés ? L'ensemble des professionnels mis à l'écart de cette hâtive réflexion expriment d'ailleurs à l'encontre du projet une hostilité manifeste. Chez ceux qui sont les plus en contact avec les détenus, les gardiens de prison, on redoute visiblement quelques effets pervers -violences contre le personnel de surveillance, prises d'otages- dans les prisons. "Mesure ingérable", pour le syndicat de l'administration pénitentiaire CGT, alors que le syndicat national pénitentiaire FO s'interroge : "Doit-on restaurer la peine de mort ? Ou doit-on faire traiter les malades mentaux par des spécialistes en psychiatrie ? La réponse politique ne doit sûrement pas être la perpétuité." Juges et avocats semblent partager le même souci. "Horrié par un projet qui occulte toute prise en charge thérapeutique, mais aussi socio-éducative", Jean-Claude Bouvier, du Syndicat de la magistrature, souligne "qu'on ne traite pas l'ensemble de la question de la récidive des délits sexuels, qui ne concerne pas seulement les assassins mais ceux qui, condamnés pour attentat à la pudeur, peuvent un jour commettre des délits plus graves."

● PRIVATISATIONS : RECONSTITUER LE POUVOIR DE L'ARGENT

Cohabitation douce ou pas, c'est en matière industrielle et financière que l'emprise de la droite apparaît la plus systématique par le jeu des privatisations et des nominations et la réapparition des noyaux durs, nouveaux maîtres du capitalisme français.

La première privatisation, celle de la BNP, a permis au gouvernement de se vanter du succès populaire de l'opération puisque la moitié des actionnaires sont des clients ou des salariés de la banque et que le nombre des actionnaires individuels se chiffre à plus de deux millions. Comment aurait-il pu en être autrement ? Les avantages fiscaux octroyés aux particuliers, notamment l'exonération des plus-values de SICAV monétaires et le prix de vente de 240 F fixé assez bas pour permettre de belles plus-values, ne pouvaient que faire accourir les prétendants. Et la suite a donné raison, même aux actionnaires stables choisis par le gouvernement et qui ont payé l'action 249,60 F. A titre d'exemple, la "Financière et immobilière Marcel-Dassault", qui recevra 412.280 actions et 1.387.074 bons, est potentiellement titulaire d'une plus-value de plus de 60 mil-

Quelques impressions à la suite de la semaine que je viens de passer à New York dans la délégation française à la 49e assemblée générale, aux Nations Unies. La multiplication des engagements de l'ONU à travers le monde, dans des conditions souvent peu exaltantes, amène beaucoup de diplomates, à commencer par le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali, à s'inquiéter d'une évolution qui modifie dangereusement la vocation de l'organisation. De force d'interposition et de paix, elle devient peu à peu partie prenante à des conflits internes. Réunissant désormais 184 pays, dont plusieurs dizaines de micro-Etats, elle est, en outre, guettée par la paralysie, surtout si, à l'occasion de son cinquantième anniversaire, l'an prochain, le Conseil de sécurité, seul orga-

ne de décision effectif, doit passer de quinze à vingt-cinq membres dont dix permanents disposant du droit de veto. On peut craindre alors que les discours l'emportent définitivement sur l'action, ce qui ne constituera pas un progrès pour la solution des conflits. Dans les couloirs des Nations Unies, nombreux sont les diplomates qui dénoncent les incohérences de l'administration Clinton, par exemple en Somalie ou à Haïti. Au point qu'un des principaux conseillers du président, Anthony Lake, a cru nécessaire de tenter une explication. La difficulté, selon lui, est de résoudre la contradiction entre les principes sur lesquels le président s'est engagé et son pragmatisme, surtout là où il y a une présence militaire américaine. Anthony Lake a une réponse : l'opinion

Claude Estier

publique doit apprendre à distinguer en politique étrangère l'immédiat et l'important et ne pas laisser tel ou tel épisode l'emporter sur la poursuite d'une stratégie générale. Lorsqu'on lui fait remarquer qu'il serait plus facile de retenir l'important si l'administration gérait mieux l'immédiat, Anthony Lake a cet argument étonnant : "Les prédécesseurs de l'actuel président avaient une ligne de conduite simple qui consistait à s'opposer à l'Union Soviétique. L'administration Clinton n'a pas à se définir contre quelqu'un, elle doit elle-même élaborer les questions et fournir les réponses." Le moins qu'on puisse dire c'est qu'un an exactement après l'élection du président, elle n'a pas encore démontré sa capacité en la matière !

Le dernier baromètre Sofres-"Figaro" ne manque pas d'intérêt. La cote de confiance d'Edouard Balladur chute de 7 points, celle de Michel Rocard remonte de 6. Comme si les Français commençaient à avoir des doutes sur l'efficacité de l'action du premier ministre et à prendre conscience qu'après sa défaite électorale de mars, le PS remonte la pente et demeure la principale force capable de s'opposer à la politique réactionnaire du gouvernement. Sur cette politique, je fais volontiers miennes ces réflexions de Thierry Bréhier dans "Le Monde" : "La fermeté d'Edouard Balladur est à géométrie variable. Devant les grévistes d'Air France, il retire un plan de redressement que son ministre des Transports avait d'abord demandé de durcir. Devant une menace de grogne étudiante, il renonce à

une réforme que son ministre du Budget jugeait indispensable au nom de l'équité et de la rigueur financière, mais les appels des trésoriers des partis le laissent de marbre. Les premiers, il est vrai, semblaient avoir l'appui de l'opinion publique, alors que les derniers sont moins que jamais appréciés par les Français. Un tel souci de complaire à l'électeur est, en l'espèce, particulièrement contestable." Cela s'appelle de la démagogie et on la retrouve dans d'autres projets du gouvernement, comme celui instituant la prison à perpétuité, texte de circonstance concocté par cette grande conscience qu'est Pierre Méhaignerie. Incapable de répondre aux difficultés essentielles de la France -d'abord l'emploi- le gouvernement Balladur tape là où c'est facile. Même une partie de ceux qui l'ont soutenu commencent à s'en apercevoir.

lions de francs. Merci, Monsieur Balladur, pour ces affaires juteuses ! L'Etat, lui, a perdu près de 4 milliards de F. Le ministre de l'Economie a tenté de se justifier par le rappel de la pratique de 1986 et 1988, quand les cours de Suez et de Paribas étaient de 20% supérieurs à l'offre publique de vente... Le bradage du patrimoine d'aujourd'hui absous par celui d'hier...

Cette semaine, c'est au tour de Rhône-Poulenc d'être mis en vente. Là encore, des actionnaires stables ont été désignés pour tenir le capital du fleuron de notre industrie chimique. En 1986-1988, on les appelait "noyaux durs" et leur parrain était déjà Edouard Balladur. Aujourd'hui, depuis Matignon, il reste fidèle à sa doctrine et désigne les nouveaux maîtres du capitalisme français. Ses privatisations ne constituent-elles pas, comme le démontre notre confrère "L'Expansion", une vaste redéfinition des pouvoirs dans le monde des affaires ? Les nominations viennent les renforcer. Il n'y a pas à s'étonner, dès lors, que les amis du pouvoir se retrouvent à la tête de privatisables alors que les rares présidents de société dits de gauche se partagent les quelques postes qui resteront sous le contrôle de l'Etat. Jacques Friedmann aura, comme Michel Pébereau pour la BNP, à privatiser l'UAP, tandis que Jean Peyrelevade gèrera un Crédit Lyonnais toujours nationalisé. Si la gauche nommait ses hommes pour répartir le pouvoir d'Etat, la droite, elle, pose ses pions pour reconstituer le pouvoir de l'argent.

● LES TRENTE-DEUX HEURES : LA MANIPULATION

Avec la semaine de quatre jours, la droite a trouvé un bon filon. Plus personne ne fait attention au contenu réel de la loi quinquennale sur l'emploi qui organise la régression sociale.

Décidément, les trente-deux heures font un tabac. Elles avaient déjà secoué l'Assemblée avec l'amendement Chamard. Elles sont de retour au Sénat avec, cette fois-ci, l'amendement Larcher-Fourcade. Bref, la semaine de quatre jours est devenue une véritable auberge espagnole que s'est appropriée une partie de la droite, au grand dam de l'autre partie, pas assez intelligente pour comprendre la manipulation et le somptueux boulevard qu'elle offre aux patrons. Passons sur les péripéties qui ont constitué le roman feuilleton de cet automne : qui, de Gérard Larcher ou de Jean-Pierre Fourcade, donnerait son nom à la nouvelle mouture ? Nos deux larrons ont fini par couper la poire en deux avec la bénédiction du gouvernement. Les



trente-deux heures pourront être expérimentées dans le cadre de l'annualisation du temps de travail, avec aide de l'Etat, si l'entreprise embauche parallèlement. Il y a tromperie sur la marchandise. Ces trente-deux heures-là ne sont que le nouveau nom du temps partiel et du chômage partiel. Auréolées d'un zeste de partage du travail, histoire de tromper les salariés en prenant pour prétexte la solidarité envers les chômeurs, elles sont simplement destinées à faire baisser, une fois de plus, le coût du travail. D'ailleurs, certaines entreprises n'ont pas attendu le plan emploi pour innover en la matière. C'est le pari fait à EDF-GDF, où les salariés pourront dorénavant accéder librement au temps partiel, s'ils le désirent, en vertu d'un accord signé par la CFDT, la CFTC et la CGC : les heures libérées seront "mutualisées et intégralement converties en créations d'emplois supplémentaires".

Mais il s'agit bien de temps partiel. Si son utilisation systématique, négociée paritairement et acceptée librement par les intéressés, se traduit par des embauches dans l'entreprise, pourquoi pas ? N'appelons pas cela les trente-deux heures. Ce n'est pas en multipliant des expériences de ce genre qu'on renversera la courbe du chômage.

Les trente-deux heures de la droite n'ont rien à voir avec la marche séculaire vers l'abaissement de la durée du travail. Si l'on veut qu'elle puisse créer des emplois, la réduction doit être suffisamment massive et brutale pour obliger les entreprises à réorganiser leur production en remaniant les postes de travail, en introduisant de nouvelles équipes, etc. Même dans ce cas, on ne créera pas, non plus, des emplois sans une redistribution générale de tous les revenus. Les salaires, à partir d'un certain niveau qui écarte les plus faibles, peuvent y contribuer, mais aussi les revenus du capital, de la Bourse, de l'immobilier. La semaine de quatre jours n'est pas seulement "un moyen de lutter contre le chômage, affirme Michel Rocard, mais aussi un changement de mentalité et, à terme, un changement de société." Ce projet de société, même à gauche, doit être pensé, approfondi, affiné : ce sera le but de la convention nationale sur l'emploi de février prochain.

Ne nous y trompons pas : si la droite fait semblant de porter les trente-deux heures, c'est pour mieux faire oublier le reste. Les Français n'ignorent rien des affres des sénateurs, mais qui leur rappelle le vrai contenu du plan emploi ? Il écarte de l'école, dès quatorze ans, les jeunes de condition modeste pour les mettre en préapprentissage. Il accentue la précarisation du monde du travail en multipliant les possibilités de recours au temps partiel, aux contrats à durée déterminée. Il couvre les patrons de cadeaux, sans rien leur demander en échange, pas même des embauches.

Les Français se rendent-ils compte que les sénateurs les aveuglent pour mieux durcir le plan emploi ? Ils font passer de cent à deux cents salariés la taille des entreprises où les fonctions de délégués du personnel et de représentants au comité d'entreprise seront confondues, parce qu'elles "coûtent trop cher aux entreprises". Ils s'attaquent aux chômeurs, sous prétexte "de lutter contre la fraude et les faux chômeurs". Un demandeur d'emploi qui refuse un poste, "quelle que soit la durée du contrat de travail offert" et l'éloignement par rapport à son domicile, pourra être privé de ses indemnités de chômage. Pour faire baisser les statistiques du chômage, il suffira dorénavant de proposer à un chômeur un mi-temps à des centaines de kilomètres de chez lui. Il refuse ? Radié !

C'est ignoble. Mais la droite est ainsi.

Bernard Chaouat
Monique Grima
Lyne Cohen-Solal

SECRETARIAT NATIONAL

- **MICHEL ROCARD** : premier secrétaire
- **MICHELE ANDRE** : femmes, mixité
- **CLAUDE BARTOLONE** : élections
- **PERVENCHE BERES** : liens monde, action humanitaire
- **JEAN-CHRISTOPHE CAMBADELIS** : relations extérieures
- **MARIE-ARLETTE CARLOTTI** : droits de l'homme et libertés
- **ALAIN CLAEYS** : collectivités locales, décentralisation
- **GENEVIEVE DOMENACH-CHICH**
- **GERARD FUCHS** : international, Europe, IS
- **JEAN GLAVANY** : porte-parole
- **JEAN-PAUL HUCHON** : questions économiques, programme
- **JEAN LE GARREC** : entreprises
- **JEAN-LUC MELENCHON** : direction "Vendredi" et "Vendredi-Idees" (+ **ALAIN BERGOUNIOUX** pour "Vendredi-Idees")
- **PIERRE MOSCOVICI** : trésorerie, administration
- **DANIEL PERCHERON** : élargissement du conseil national, développement des secteurs sociétaux
- **ALAIN RICHARD** : écologie, environnement, cadre de vie et aménagement du territoire
- **DANIEL VAILLANT** : fédérations
- **MANUEL VALLS** : communication, information et formation
- **HENRI WEBER** : éducation, recherche

CHARGES DE MISSION AUPRES DU PREMIER SECRETAIRE

- **LIONEL JOSPIN** : assises de la transformation sociale
- **ANDRE LAIGNEL** : direction de la campagne européenne
- **GERARD LINDEPERG** : conseiller spécial du premier secrétaire
- **BERNARD ROMAN** : réflexions sur le nouveau militantisme et sur les structures du Parti
- **JULIEN DRAY** : fête
- **MICHEL COFFINEAU** : nouvelle problématique de l'emploi

■ **JEAN-MARC AYRAULT** : FNESR

■ **DOMINIQUE STRAUSS-KAHN** : groupe des experts

■ **MICHEL SAPIN** : commission économique

RESPONSABLES NATIONAUX

- **ALAIN BARRAU** : sympathisants
- **JEAN-CLAUDE BOULARD** : affaires sociales
- **JEAN-MICHEL BOUCHERON** : défense
- **CLAIRE DUFOUR** : problèmes de société (drogue, sida...)
- **GEORGES GAROT** : agriculture, ruralité
- **GERARD LE GALL ET GERARD GRUNBERG** : opinion et études politiques
- **BENOIT HAMON** : MJS
- **JEAN-FRANÇOIS MERLE** : DOM-TOM
- **FRANÇOIS REBSAMEN** : police, justice
- **LAURENCE ROSSIGNOL** : ville

CONSEIL NATIONAL

le PS sur la voie de la reconquête

Lors de la réunion du conseil national, Michel Rocard a fixé les prochaines échéances du PS. Les nouvelles instances de direction doivent mettre en œuvre le programme présenté par le premier secrétaire au Bourget.

"**N**otre Parti est aujourd'hui en ordre de marche. Mais cette marche ne sera pas une petite promenade de santé !" Michel Rocard a beau manifester de l'enthousiasme dans ses fonctions de premier secrétaire, il n'en demeure pas moins lucide. Certes, le PS s'est doté de nouvelles instances de direction renouvelées et rajeunies (voir ci-contre) avec un bureau exécutif de cinquante-cinq membres. Mais d'ici à l'élection présidentielle, les socialistes devront accomplir beaucoup d'efforts pour remonter la pente. Devant le conseil national, le 4 novembre, Michel Rocard a donc d'ores et déjà fixé des objectifs à court et à moyen termes. Première échéance : les élections cantonales. "Nous devons innover dans notre manière de mener campagne, explique le premier secrétaire du PS. Prenons au sérieux la décentralisation. Chaque fédération doit pouvoir élaborer un projet départemental, s'inscrire dans le débat sur l'aménagement du territoire,

s'adresser à l'opinion dans une convention départementale. Voilà un premier objectif pour le contrat que j'évoquais avec nos fédérations." Deuxième objectif assigné aux socialistes : affiner leurs propositions. C'est un impératif, notamment en ce qui concerne la question de l'emploi. Au conseil national, les interventions d'Henri Emmanuelli, de Jean-Luc Mélenchon et de Gérard Fuchs sur la réduction du temps de travail ont montré que ce débat était loin d'être clos. Une convention nationale sur l'emploi se tiendra au mois de février pour trancher les points en discussion. "Mais nous sommes attendus sur d'autres problèmes, souligne Michel Rocard. Le temps nous étant compté, je crois qu'il faudra utiliser aussi des formes d'expression moins lourdes : les questions de la ville, de la bioéthique, de la drogue et quelques autres peuvent donner lieu à des journées nationales." Les assises de la transformation sociale qui seront préparées par Lionel Jospin et Jean-Christophe Cambadélis figurent également au rang des priorités socialistes. Elles auront également une dimension locale qui impliquera les fédérations. Enfin, les élections européennes constitueront l'autre grand rendez-vous de l'année 1994. "Nous devons les préparer par la recherche d'une conjonction visible et efficace entre les forces de progrès en Europe, principalement les partis socialistes et sociaux-démocrates, souligne Michel Rocard. La forme de ces



futures rencontres de la gauche européenne est encore à déterminer." Bref, le cahier des charges des socialistes est abondamment rempli pour les mois à venir.

DEUX ATOUTS

Le PS a réussi à mettre en place sans heurt une direction qui présente le visage du rassemblement. L'opposition interne qu'incarnent Jean Poperen et Louis Mermaz apparaît modérée. Louis Mermaz et ses amis assurent qu'ils ne seront pas "des oppositionnels systématiques" et qu'ils feront "des propositions à la majorité du Parti". Et le maire de Vienne déclare qu'il "servira l'unité des socialistes, mais avec une grande vigilance." C'est donc un Parti dans l'ensemble soudé qui se prépare aux prochaines échéances. A cet atout, il faut en ajouter un second : la baisse de popularité d'Edouard Balladur et la remontée de Michel Rocard. Dans le dernier sondage "Figaro"-Sofres, la cote de confiance du premier ministre baisse de sept points alors que celle du premier secrétaire du PS remonte de six points. Les effets de la politique économique et sociale du gouvernement se font enfin nettement sentir dans l'opinion et Edouard Balladur est fort logiquement la première victime de cette prise de conscience. Quant à Michel Rocard, après le congrès réussi du Bourget, il s'affirme comme la figure de proue de l'opposition. Alors que les nuages commencent à s'amonceler au-dessus de la tête du gouvernement, une éclaircie est en train de poindre au-dessus de la rue de Solferino. C'est désormais aux socialistes à dégager totalement leur horizon en traçant des perspectives claires et mobilisatrices.

Jean-Pierre Bedeï



◆ POUR SARAJEVO, CAPITALE CULTURELLE DE L'EUROPE ◆

Le combat pour la vie se poursuit sous les bombes et dans l'hiver de Sarajevo. L'Europe n'a pas su, pas pu, empêcher les massacres et la haine en Bosnie. Reste aujourd'hui, encore, à faire jouer l'intelligence et l'honneur contre la purification ethnique. Le conseil des ministres de la Communauté européenne pourrait, dans ce sens, déclarer Sarajevo "capitale culturelle de l'Europe", de décembre 1993 à février 1994, après Anvers et avant Lisbonne.

Agir pour cette ville martyr, c'est aussi, comme l'ont décidé nombre d'intellectuels et d'artistes, y tenir, malgré tout, à partir du 21 décembre, le Festival d'hiver.

"Vendredi" s'associe à l'appel lancé aux politiques pour que continue à vivre la flamme de la culture et de la vie dans la malheureuse capitale bosniaque.

● "EDITH CRESSON, LA FEMME PIEGEE"

Elle fut la première "premier ministre" de la France. Ce fut une date et un événement de l'histoire de la France mais aussi du rôle des femmes dans la vie publique. Arrivée en mai 1991, elle ne restera que dix mois à ce poste prestigieux. Dix mois pendant lesquels elle dut gouverner une majorité turbulente et inquiète, dans un contexte international de précrise. Dix mois au terme desquels elle partira avec un sentiment d'amertume et un réel besoin de rompre avec la politique.

Et pourtant, elle tenta, pendant ces mois politiquement agités, de poursuivre la réforme et la modernisation de la France par les délocalisations, les restructurations industrielles, la formation, avec énergie, autorité et souvent un langage cru voire incendiaire.

Doit-on, pour autant, la présenter comme la victime d'un meurtre barbare intenté par la presse et le socialisme moribond, comme le fait l'auteur ?

Edith Cresson a-t-elle été lynchée par un complot de misogynies acharnés ?

N'y a-t-il pas là une thèse largement outrée que l'auteur s'est donnée pour tâche de démontrer et d'argumenter avec force dénonciations ?

Qui aurait donc décidé d'abattre cette femme ?

Qui aurait-elle gêné à ce point ? Au fond, Edith Cresson, elle-même, se sentait-elle à l'aise à Matignon ?

Se voyait-elle comme un bon premier ministre ou bien comme une anticonformiste nécessaire dans une société trop bloquée ?

Il faut avoir suivi cette femme, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, en 1983, intelligente, volontaire, courageuse, efficace face à des salons d'industriels étrangers, pour s'étonner de son attitude cassante et exadée, quelques années plus tard, à Matignon.

Mais savait-elle que les fonctions de premier ministre s'apparentent davantage à celles d'un arbitre doué du sens de la synthèse et du compromis qu'à celles d'un briseur de tabous et de féodalités ? Une femme peut-elle comprendre qu'il lui faut, dans ces fonctions, se faire accepter et rassurer avant d'attaquer et de provoquer ?

La politique n'est pas qu'honneurs et gloire, elle est aussi doutes, souffrances et sacrifices, pour tous, quoi qu'ils donnent à voir.

La personnalité de Pierre Bérégovoy, très présente dans cet ouvrage, a, depuis, montré combien gouverner peut laisser des blessures, des douleurs insurmontables. Moins que les attaques violentes contre la presse et les socialistes, c'est l'expérience inédite de l'exercice du pouvoir par une femme qui nous intéressera dans cet ouvrage controversé.

L.C.S.

Elisabeth Schemla. Flammarion. 248 p., 120 F.

BREF... EN BREF... EN

■ Adoption par les sénateurs RPR, UDF et PC d'un amendement rendant obligatoire le dépistage du sida pour les tuberculeux : exclusion, stigmatisation, telle est décidément la seule réponse des conservateurs de tout bord face au sida. Une disposition aussi absurde médicalement que scandaleuse au regard des droits de l'homme qui a été condamnée par les socialistes.

■ La chasse aux étrangers gagne les universités : un quota de vingt heures de cours hebdomadaires serait imposé aux étudiants étrangers pour obtenir une carte de séjour. L'UNEF-ID, qui a soulevé ce lièvre, souligne qu'aucun texte officiel ne légitime une telle mesure.

■ En mai 1992, le Centre d'interruption volontaire de grossesse de l'hôpital de Bordeaux était attaqué et saccagé. Il s'agit d'une pratique habituelle des opposants à l'avortement. Dix-huit personnes furent mises en examen et, parmi elles, Claire Fontana et Thierry Lefèvre, les dirigeants du mouvement la Trêve de Dieu. Leur procès aura lieu le 18 novembre à Bordeaux. Les militants du Planning familial espèrent que la justice mettra fin à ces méthodes qui mettent en cause le droit des femmes à choisir.

■ Floués ! Les jeunes enseignants sortant d'IUFM qui ont choisi comme première affectation l'un des treize départements déficitaires donnant droit à l'indemnité de première affectation (38.640 F sur trois ans) ont eu la surprise d'apprendre que huit des treize départements ne donnaient plus droit à rien. Merci M. Bayrou !

■ Lors de notre reportage sur le musée de la Mine à Lewarde, ("Vendredi" n° 200) nous avons oublié de préciser que cette institution, indispensable pour transmettre la mémoire de la région et de ses hommes, est animée et présidée par Marc Dolez, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais. L'erreur est réparée.

◆ VERTS : QUELLE MAJORITE POUR QUELLE STRATEGIE ? ◆

Les Verts devront répondre à cette question, ce week-end, à Lille, au cours de leur assemblée générale. Pour cela, ils devront choisir entre onze motions. Pas moins. Les trois plus importantes sont présentées par les Verts pluriels (Voinet, Cochet, Liepietz), Andrée Buchmann (ex-waechterienne), en compagnie de Paul Deléage et soutenue par Pierre Juquin, et Antoine Waechter. Tandis que les indépendantistes, les plus extrémistes des Verts, qui avaient menacé de quitter le mouvement au nom de sa virginité politique et de son autonomie, se sont répartis en trois motions distinctes.

Toutefois, le risque de scission qu'aurait pu provoquer le départ d'un Antoine Waechter, définitivement isolé dans une position d'autonomie intransigeante, semble s'être un peu éloigné. Personne n'y aurait intérêt. Un tel départ portant en lui la mort même du mouvement écolo. Aussi, ces derniers jours, tout le monde a discuté avec tout le monde, chez les Verts, pour trouver des terrains d'entente et, donc, de synthèse entre les motions. Quitte à lisser un peu son discours. Ainsi, la plupart des motions revendiquent le terme d'autonomie. Et chacun tâche de rassurer Antoine Waechter en lui promettant que, quel que soit le pourcentage obtenu par sa motion, on lui gardera une place de choix au sein du mouvement.

UNIVERSITES ET DEMOGRAPHIE

la révolte des mal-aimés

Manifestation nationale unitaire des deux UNEF le 15 novembre, à Paris, facs en grève contre la dégradation des conditions de vie étudiante, la vague enflée dans les universités : un mouvement de fond pour Jean-Paul Molinari, professeur de sociologie à Nantes (1).



Comment interprétez-vous l'agitation qui se développe aujourd'hui dans les universités ?

J-P. Molinari. D'abord, il faut souligner qu'elle ne se développe pas n'importe où, pas dans les grandes écoles, ni dans les secteurs de la santé ou des sciences, mais dans les facultés de sciences humaines, sociologie et psychologie essentiellement. C'est-à-dire dans des filières où affluent un maximum d'étudiants qui viennent en réalité pour faire autre chose que les disciplines en question, pour passer des concours, entrer dans un institut de formation des maîtres ou... parce qu'ils ont été refusés ailleurs. Seule une petite minorité s'inscrit là par intérêt pour ces disciplines. S'ajoute à cela le fait que l'Etat, et particulièrement l'Etat de droite, se désintéresse de ces savoirs qui n'entrent pas dans sa conception de la modernité. Ni l'électorat, ni la pensée, ni les intérêts socio-économiques de la

générales) prévoyait un premier cycle d'orientation pendant lequel, progressivement, les étudiants choisissaient leur voie et qui leur aurait évité de se trouver dans des filières engorgées et sans perspective.

L'augmentation en flèche des effectifs a commencé voilà cinq ans. Au début, les étudiants ont essuyé les plâtres en pensant que la situation allait s'améliorer. Et puis, il y a eu la politique de Lionel Jospin de promotion de l'université, de construction de locaux, de réforme, d'augmentation des bourses. Avec la droite, la réforme est arrêtée, les locaux construits sont insuffisants et le gouvernement refuse de lâcher le moindre lest.

Le mouvement actuel est-il du type 1968, 1986 ou d'un troisième type ?

Le côté festif, les poussées libertaires l'apparentent à celui de mai 1968 mais les mots d'ordre ne vont pas jusqu'à la mise en cause d'un quelconque contenu bourgeois de l'enseignement. Les étudiants viennent dans leur grande majorité des classes moyennes voire modestes, employés, ruraux. Ils souffrent d'être "entassés" comme des sardines dans une boîte", comme le disent leurs banderoles, mais aussi d'être considérés comme des nuls. Les 15.000 de telle fac de lettres sans moyens voient bien que leurs conditions de vie ne sont pas les mêmes que celles des 800 élèves de l'école de commerce ou d'ingénieurs d'en face, issus, eux, de milieux favorisés. Ils éprouvent un sentiment d'injustice tout à fait fondé.

Le mouvement est-il susceptible de s'étendre ?

Il n'a pas, comme en 1986, de loi d'Etat en face de lui. Je ne crois pas qu'il puisse prendre une dimension nationale. Mais les contradictions du monde étudiant sont telles qu'on ne pourra pas éternellement les maîtriser. A plus long terme, l'avenir du mouvement est ouvert. "Nous ne sommes pas des citoyens de seconde zone", expriment aujourd'hui les étudiants. Au nom du droit à faire des études, ils revendiquent celui, élémentaire, d'avoir des professeurs, de pouvoir s'asseoir dans un amphithéâtre, une salle de TD. Ces étudiants-là viennent des classes moyennes et populaires, ne sont pas familiers du monde de l'université que leurs parents n'ont pas connu et qui, finalement, leur refuse ce qu'il leur avait promis. La démocratisation ne consiste pas seulement à faire entrer des jeunes à l'université mais à leur fournir des programmes adaptés, des enseignants, des locaux, des perspectives dignes d'eux.

droite ne croisent ceux des enseignants de sociologie ou de psychologie. Mais cette même droite a un intérêt évident à faire absorber des flux de plus en plus gros d'étudiants qui ne trouvent pas de place ailleurs par des filières qui jouent le rôle de trop-plein.

La situation est-elle plus difficile cette rentrée que l'an dernier ?

Oui. Il ne faut pas oublier qu'on est en retard d'une réforme. La réforme du DEUG (diplôme d'études universitaires

Patricia Jaffray

(1) Membre de l'Observatoire de la vie étudiante, auteur des "Etudiants", Editions ouvrières, 1992.

LA CNAM NOUS REPOND

Simone Veil devrait signer cette semaine la nouvelle convention médicale. Si deux syndicats de médecins l'ont signée, le premier syndicat de généralistes, MG France, l'a rejetée. Son président, Richard Bouton, en expliquait les raisons dans "Vendredi" n°204, du 15 octobre. Jean-Claude Mallet, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, livre aujourd'hui une analyse très différente.

"J'ai pris connaissance avec étonnement de l'interview du docteur Bouton à "Vendredi". Sa position sur le dossier me paraît d'une mauvaise foi évidente.

Le Dr Bouton est trop avisé pour n'avoir pas lu et relu le texte de la convention proposée aux médecins et maintenant approuvée par la CSMF et le SML. Il connaît les dispositions établissant le dossier médical et ne peut pas honnêtement prétendre qu'elles menacent le secret médical.

En effet, il est prévu en toutes lettres que le dossier médical est la propriété du patient, ce qui signifie qu'il est le propriétaire des informations qui y sont consignées.

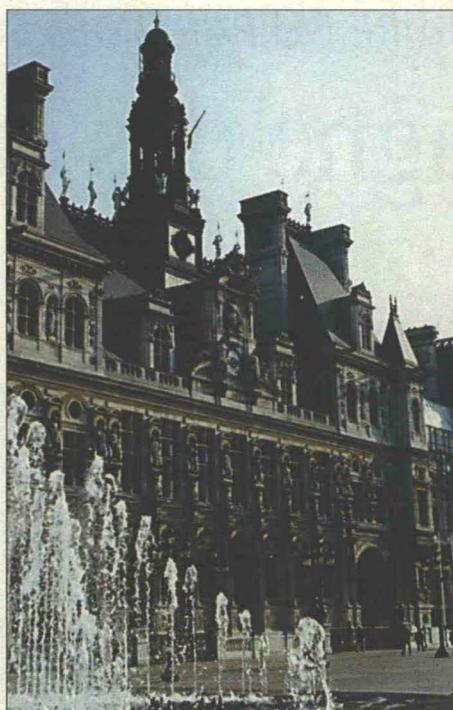
Ce dossier prendra la forme d'une carte, actuellement expérimentée (à la satisfaction des usagers, d'ailleurs), sur laquelle figureraient des informations codées uniquement accessibles aux médecins agréés par l'assurance-maladie. Où le docteur Bouton est-il allé chercher cette histoire de dossier avec des vignettes à coller dessus ?

En outre, le docteur Bouton joue les naïfs quand il cite l'exemple de la codification des soins : les analyses de laboratoire sont codifiées, ainsi que les tests de dépistage sur le sida. Le secret médical a-t-il pour autant jamais été trahi par la Sécurité sociale ? C'est effectivement au médecin qu'il appartient de révéler ou non la vérité à un malade sur son état physique. Rien dans la convention ne met en cause le concert médical entre médecin et malade et MG France le sait.

Enfin, comment croire que la Sécurité sociale prendrait l'option de transmettre les données qu'elle détient sur les malades aux employeurs, aux compagnies d'assurance ? L'a-t-elle jamais fait ? Y a-t-il une seule phrase de la convention que le docteur Bouton pourrait citer à l'appui de cette allégation ?

En d'autres temps, les employeurs avaient mis en place le livret de travail, sur lequel ils notaient le comportement du salarié. Les syndicats se sont battus contre ce fichage et le syndicaliste que je suis n'a en aucune façon l'envie de permettre le rétablissement d'un système qui lui ressemblerait.

Le docteur Bouton manie avec brio le procès d'intention. Il ferait mieux de se rendre compte que le dossier médical est au contraire une étape essentielle de la coordination des soins entre spécialistes et généralistes que MG France appelle pourtant de ses vœux à cor et à cri. Il serait temps pour lui de réagir s'il ne veut pas rater le coche."



AU CONSEIL DE PARIS des urgences sociales s'imposent

Les élus socialistes proposent de réduire certains frais, de renoncer aux opérations somptueuses en faveur notamment du logement et des plus démunis.

Les orientations budgétaires étaient à l'ordre du jour du conseil de Paris du 18 octobre. Déjà, en préambule, les élus socialistes avaient envoyé à Jacques Chirac une lettre présentant leur analyse de la situation et proposant quelques modifications de choix. Les socialistes dénoncent justement "l'absence d'analyse du maire de Paris, le flou dans les orientations ou les choix budgétaires à effectuer."

LA SPECULATION FAVORISEE

Pour eux, il est vital aujourd'hui de laisser les discours et de passer aux actes concrets et immédiats. Bertrand Delanoé, président du groupe, a mis l'accent sur les urgences sociales de la commune, notamment les besoins en logements sociaux, la montée du sida et de la drogue, l'insuffisance des places de crèche... Les socialistes estiment que, dans certains domaines : frais de réception, politique de communication, subventions non justifiées à certaines asso-

ciations..., des économies pourraient être faites. De quoi financer des actions sociales. "Avec un budget de 21 milliards de F (24 avec le département), la ville a les moyens de satisfaire les urgences, explique Michel Férygnac, conseiller technique du président de groupe. C'est une question de priorité. Peut-être que le pont Charles-de-Gaulle ne se justifie plus puisque, dans la conjoncture actuelle, on ne sait pas si la ZAC Seine-Rive gauche se fera. Ce pont coûte 320 millions de F, c'est-à-dire 1.800 places de crèche."

Les socialistes regrettent également que la logique de la ville ait consisté, pendant des années, à favoriser la spéculation, notamment en ce qui concerne la construction de bureaux et "à gager une partie des recettes sur les droits de mutation". Aujourd'hui, le retournement du marché, mal appréhendé, a un coût. "Une perte de recette d'au moins un milliard", précise Michel Férygnac. "Les Parisiens paieront donc ces erreurs de gestion, poursuit Bertrand Delanoé. Une hausse globale des impôts, 8% en 1992 et 11,3% en 1993 et une augmentation du coût des prestations (cantine scolaire) ainsi que des taxes, par exemple 20% de hausse de la taxe de balayage."

LA PRIORITE : LE LOGEMENT

Les socialistes proposent une véritable politique d'investissement et le lancement d'un grand emprunt pluriannuel (l'endettement de la ville est minime et cela coûterait peu aux Parisiens) destiné, entre autres, à financer une grande politique du logement social et des équipements de proximité.

"Il est faux de croire que Jacques Chirac renonce aux bureaux."

Pour les socialistes, le logement reste une priorité essentielle. L'insuffisance de l'offre est telle, qu'aujourd'hui, 60.000 familles attendent un logement HLM. "Jacques Chirac a toujours donné la préférence à la construction de bureaux, souligne Alain Hubert, conseiller et spécialiste du logement. La construction sociale n'a jamais été à la hauteur des besoins, et la municipalité ne consomme pas ses crédits. En outre, le parc privé est en constante diminution. Malgré l'urgence de la situation, la ville de Paris ne fait pas vraiment de réquisitions de logements. Ces mesures autoritaires n'ont jamais été admises. Il est souvent difficile de repérer les appartements justiciables d'une réquisition." Compte tenu de l'actuelle crise immobilière, certains programmes de bureaux sont en attente. "Il est faux de croire que le maire de Paris y a renoncé, insiste Alain Hubert. La ville garde ses terrains, gèle les opérations et attend que le marché reparte." Dans les projets du maire de Paris, on trouve notamment la ZAC Seine-Rive gauche avec 900.000 m² de bureaux. Les socialistes s'y sont toujours opposés.

Christie Lipani

CONGRES EXTRAORDINAIRE DU PARTI DES SOCIALISTES EUROPEENS

la campagne des européennes lancée à l'unisson

Les responsables et délégués des vingt partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes, groupés au sein du Parti des socialistes européens, fondé à La Haye en novembre 1992, ont adopté ce texte avec un enthousiasme non dissimulé. C'est en effet la première fois, comme le soulignait, dans son discours de clôture, Willy Claes, président du PSE, que, unis sous la bannière du PSE, les socialistes européens vont faire des propositions communes à des électeurs, tous citoyens de l'Union européenne.

L'élaboration de ce document est le fruit d'un travail de plus d'un an, réalisé sous l'impulsion tenace et patiente du social-démocrate allemand Gerd Walter, qui a su faire la synthèse des centaines d'amendements apportés à son projet initial. "Au total, notait Gérard Fuchs, un texte satisfaisant qui constitue une première preuve tangible de l'existence politique du PSE et qui devrait permettre aux électeurs de choisir entre deux conceptions opposées de l'Europe : celle de la loi aveugle du marché proposée par les conservateurs et celle d'une Europe forte et solidaire, démocratique et porteuse de bien-être social et de paix, que propose le PSE."

UN PACTE EUROPEEN POUR L'EMPLOI

Le texte est, bien sûr, un compromis qui reflète les traditions différentes des uns et des autres mais que réunit une conviction commune : l'Europe doit croître harmonieusement. Et si, sur des sujets essentiels comme la croissance, la réduction du temps de travail (notamment dans ses modalités) ou même la politique étrangère et de sécurité commune, apparaissent des divergences, au fil des rencontres, sommets, contacts renouvelés entre responsables socialistes, notamment sous l'impulsion de Willy Claes, un rapprochement des points de vue se réalise petit à petit. Ce qui permettait à Michel Rocard de ne pas se sentir "marginalisé" sur la réduction du temps de travail (qui figure dans le manifeste). Le premier secrétaire expliquait "qu'il avait conscience d'être le représentant d'un Parti qui poussait en ce sens", mais qu'il était clair que "la réduction du temps de travail était ressentie différemment en



*Réunis à Bruxelles
en congrès extraordinaire,
les 5 et 6 novembre,
les socialistes européens
ont adopté à l'unanimité
le manifeste
pour les élections
au Parlement européen
de juin 1994.*

fonction des taux de chômage, de la puissance syndicale ou encore du recours à la loi."

En revanche, tous se retrouvent sur la nécessité d'un "pacte européen pour l'emploi" et d'une "puissante initiative européenne pour la croissance", fondées sur une approche volontariste et coordonnée. En d'autres termes, "mieux d'Europe et agir ensemble pour être forts", selon l'expression de Willy Claes, qui affirmait aux incrédules qui l'interrogeaient avoir "une confiance renforcée dans l'avenir de l'UE", si les socialistes européens savent convaincre les électeurs d'appuyer massivement un projet fondé sur le progrès social et la paix. "Le progrès passe par nous", affirme le manifeste, dont la signature, le 6 novembre, par les vingt responsables socialistes européens constituait le clou d'un congrès se plaçant délibérément sous le signe de l'unité et de l'optimisme. Même si personne ne se cachait les difficultés actuelles de l'UE et son manque de crédibilité dans les opinions publiques.

UN GRAND EMPRUNT DE L'UE

Les quatre tables rondes organisées sur la démocratisation de l'Europe, la croissance et l'emploi, l'environnement et l'avenir de l'Europe permirent aux responsables et aux délégués de débattre de façon informelle et libre. Les débats firent apparaître à nouveau - faut-il s'en étonner ? - les approches différentes. Particulièrement lors de la table ronde consacrée à la croissance et l'emploi. Tout le monde sent bien que la crédibilité des socialistes et celle de l'UE passent par les réponses apportées à cette question lancinante. Les propositions ne manquent pas. Le représentant du PS flamand, notant la faiblesse des résultats de l'initiative de croissance adoptée au sommet d'Edimbourg, souhaitait un plan ambitieux de relance, la baisse des taux d'intérêt et une réforme de la structure de la fiscalité pour alléger le coût du travail. Rudolf Sharping affirmait indispensable de moduler la réduction du temps de travail en fonction des secteurs et des entreprises. Une social-démocrate suédoise pensait, elle, que "les femmes ne sont pas intéressées par la semaine de quatre jours." Michel Rocard, lors d'une rencontre informelle avec la presse, reprenait son idée d'un grand emprunt de l'UE et de relance par la demande.

L'ensemble de ces réflexions devraient être synthétisées lors d'un sommet des responsables du PSE, le 9 décembre, à Bruxelles, à partir d'un rapport préparé par le social-démocrate suédois Allan Larsson.

Dans son intervention, Michel Rocard devait rappeler la nécessité d'une puissance publique qui défende en Europe les valeurs universelles qui sont des valeurs de gauche, et qui puisse faire avancer la civilisation dans tout le reste du monde.

Ghislaine Toutain

◆ CE N'EST QU'ENSEMBLE QUE NOUS SOMMES FORTS ◆

Préfacé par Willy Claes, le manifeste pour les élections du Parlement européen de juin 1994 contient neuf chapitres. En voici les extraits les plus novateurs.

1 L'EUROPE A LA CROISEE DES CHEMINS. UN DEFI POUR LE SOCIALISME DEMOCRATIQUE
 ...L'Europe est à la croisée des chemins : nos pays sont trop petits pour résoudre seuls les problèmes importants. Ce n'est qu'ensemble que nous sommes forts...
 C'est pourquoi nous, socialistes, disons oui à l'Union européenne.
 Ensemble, travailler à établir des rapports de bon voisinage afin que le nationalisme et le racisme puissent être vaincus.
 Ensemble, combattre le chômage massif afin que le progrès social ait un avenir en Europe.
 Ensemble, arrêter la dégradation de la nature afin de préserver notre planète pour nos enfants.
 Ensemble, aller de l'avant dans les domaines de la recherche et de la technologie afin que l'Europe ne soit pas distancée.
 Ensemble, répondre aux défis lancés par les Etats-Unis et les pays asiatiques afin de garantir la survie du modèle européen de démocratie sociale et d'Etat protecteur.
 Ensemble, agir au niveau international afin que le monde puisse devenir plus juste et plus pacifique.
 Telle est notre vision de l'Europe.
 Partout, en Europe, les conservateurs misent sur les dogmes du seul marché, et provoquent de cette manière la suppression des acquis sociaux. Ils empruntent la mauvaise route...
 L'enjeu des élections de 1994 consiste à choisir la bonne route. C'est pourquoi nous avons besoin aujourd'hui plus que jamais d'une Communauté européenne forte.

2 CREER DES EMPLOIS, ASSURER LE PROGRES SOCIAL ET PROMOUVOIR LA COHESION
 ...Nous voulons concentrer tous nos efforts de manière à réduire substantiellement le chômage. Notre objectif est de réaliser le plus rapidement possible une société dans laquelle chacun aura un emploi ou une activité. Ce n'est que par une stratégie européenne coordonnée que nous pourrions atteindre cet objectif. Nous avons besoin d'un pacte européen pour l'emploi et les investissements d'avenir, nous avons besoin maintenant d'une initiative commune des Etats membres de la Communauté européenne, si possible avec les autres nations industrialisées les plus importantes.
 Le maintien et la création d'emplois doivent également être favorisés par des mesures de réorganisation du travail existant, prises en concertation avec les partenaires sociaux et préservant la compétitivité. Ces mesures comprennent une forte réduction du temps de travail afin de mieux répartir le travail existant. A cet effet, plusieurs voies sont possibles : semaine de trente-cinq heures ou de quatre jours, congé formation, temps partiel librement choisi, etc.
 Nous voulons la stabilité économique. C'est pourquoi nous sommes pour une monnaie unique, à laquelle tous les Etats membres pourront adhérer. Ainsi, la Communauté européenne, en tant que centre financier important, pourra imposer son poids économique à l'échelon mondial. Et elle pourra empêcher les spéculations monétaires qui nuisent au progrès économique. Et pour que l'Union économique et monétaire soit couronnée de succès, les Etats membres devront assurer ensemble leur croissance économique, car nous considérons que la convergence économique est une condition nécessaire à son succès.
 Les relations commerciales avec les autres nations industrialisées doivent être placées sous le signe de la loyauté et de l'équité et reposer sur des concessions réciproques. La Communauté se doit de prendre des mesures contre les pratiques commerciales déloyales.
 Nous voulons plus de démocratie dans l'économie. Des comités d'entreprise européens, le droit de codécision pour les travailleurs dans les multinationales et des conventions européennes par secteur y contribueront.

3 METTRE HOMMES ET FEMMES SUR UN PIED D'EGALITE
4 PROTEGER L'ENVIRONNEMENT ET LE CONSOMMATEUR

5 COOPERER POUR CREER LA PAIX ET LA SECURITE
 Afin de prévenir au mieux les causes des crises et des conflits, nous voulons réformer et renforcer les Nations Unies. Elles doivent avoir la possibilité d'assurer la paix, voire de l'imposer. Dès lors que la politique étrangère et de sécurité commune aura été mise en place, la question d'un siège permanent au Conseil de sécurité pour la Communauté européenne pourra être discutée...
 Ensemble, nous voulons créer des troupes européennes de maintien de la paix qui se tiendront à la disposition de la CSCE et des Nations Unies. Aucun pays ne pourra être obligé de participer à ces forces...

6 CONTROLER ENSEMBLE L'IMMIGRATION
 COMBATTRE LE RACISME

7 COMBATTRE LE CRIME ORGANISE
8 OSER PLUS DE DEMOCRATIE

...Nous voulons que le Parlement européen ait un droit d'initiative, que la codécision entre le Parlement européen et le conseil des ministres, ainsi que le vote à la majorité qualifiée du conseil, soient de règle...

9 TOUS PARLENT DE L'EUROPE, MAIS LE PROGRES PASSE PAR NOUS
 Nous, socialistes, relevons les nouveaux défis. Pour la première fois, nous nous présenterons aux élections européennes unis sous la bannière du Parti des socialistes européens... avec une conviction commune : l'Europe doit croître harmonieusement.



l'Algérie entre féod

FFS : un contrat national pour la démocratie

L'Algérie connaît des heures sombres qui hypothèquent lourdement son avenir. De nombreuses formations démocratiques existent mais leur unité tarde à se réaliser. Deux d'entre elles, le Front des forces socialistes (FFS), d'Aït Ahmed, membre de l'IS représenté par une délégation de la fédération de Tizi-Ouzou, et le mouvement Ettahadi (progrès, modernité, démocratie) exposent leurs propositions pour sortir leur pays de cette crise sans précédent.

Comment l'Algérie en est-elle arrivée à la situation actuelle ?
FFS. L'Algérie vit la fin d'une époque liée à la fin d'un pouvoir. Le passage d'un système dictatorial à un régime démocratique ne peut se faire sans turbulence. Les frustrations, les injustices, les difficultés sociales angoissantes, sont la conséquence d'un pouvoir qui repose sur la force, qui a échoué et qui refuse l'alternance. La dérive de l'Algérie vers la violence aveugle n'est pas uniquement le fait du FIS, que le pouvoir a d'ailleurs généré. L'intégrisme résulte de l'arrêt du processus électoral, qui a donné de larges perspectives au FIS avec son entrée dans la clandestinité. La situation s'aggrave de jour en jour car le pouvoir est incapable de restaurer les liens rompus avec la population. Cette crise politique se double d'une très grave crise économique : 85% de nos recettes extérieures sont au service de la dette, alors qu'il nous faut importer 80% de ce que nous consommons sur le plan alimentaire.

Que proposez-vous pour sortir l'Algérie de l'impasse ?

Nous proposons un contrat national pour la démocratie avec toutes les formations politiques officielles (le FIS, dissout, en est exclu), reposant sur quatre axes : le respect des droits de l'homme, le respect du multipartisme et de l'alternance, la non-utilisation de la violence, la non-utilisation de la religion à des fins politiques.

Les partis qui signeront ce contrat -ce qui exclut les extrémismes- participeront à la conférence nationale de surveillance de la transition, composée pour moitié de représentants du parti du pouvoir, pour moitié de ceux de l'opposition. Elle devrait élaborer des dispositions pour le retour à une forme de légalité, car les structures actuelles ne sont pas constitutionnelles.

Nous n'avons, pour l'instant, reçu aucune réponse officielle. Mais le temps presse, car une solution doit être trouvée avant décembre 1993.



Comment entendez-vous lutter contre le FIS ?

Le FIS doit être démystifié par le biais de la démocratie. Déjà, aux élections de décembre 1991, il avait perdu de son influence et n'avait obtenu que 26% des voix. Nous pensons que, si le FIS doit accéder au pouvoir, il est préférable qu'il y parvienne par la voie des élections plutôt que par les Kalashnikovs. Notre Constitution prévoit des mécanismes constitutionnels pour s'opposer à tout projet mettant en cause nos principes fondamentaux.

Le vote relatif émis en faveur du FIS a été un vote de défiance au pouvoir en place. L'Algérie n'est pas devenue FIS. L'islamisme intégriste est absent de nos traditions. En 1992, une marche a rassemblé deux millions de personnes défilant au mot d'ordre spontané de démocratie. Tout n'est donc pas joué. Notre parti, dont l'audience est désormais nationale, représente le pôle démocratique qui doit contribuer au départ du pouvoir en place sans permettre l'arrivée d'aucune force politique par la violence.

Propos recueillis par G.T.

alité et démocratie

Ettahadi : pour un gouvernement de combat républicain

Comment expliquez-vous la situation de terrorisme exacerbé en Algérie ?

Abdewahmane Djelfaoui, membre du comité exécutif transitoire du mouvement Ettahadi. Le terrorisme est aujourd'hui l'hypothèque la plus grave qui pèse sur notre pays. Il frappe tous azimuts : non seulement les hommes de pensée, de science et de raison à qui il colle l'étiquette de communistes, mais aussi et surtout, par centaines, les policiers, les gendarmes, les appelés du service national, les maires, les militants de la société civile, les marchands de journaux ou de cassettes raï et même les fleuristes...

La barbarie ne s'arrête pas là. Le terrorisme intégriste c'est aussi l'incendie d'usines ou de parkings entiers d'engins de travaux publics, l'empoisonnement de châteaux d'eau, le déraillement de trains, le rackets d'industriels et de commerçants. Sans oublier les vols de voitures particulières pour perpétrer ses coups, les innombrables lettres et coups de téléphone annonçant la mise à mort pour cause d'impiété. A quoi s'ajoute désormais l'assassinat et le kidnapping des coopérants et du personnel consulaire étranger. C'est dire que le terrorisme intégriste n'est pas une simple affaire de groupuscules. Il est la matérialisation d'une ligne stratégique de l'intégrisme, qui vise à déstabiliser la société et l'isoler, détruire les institutions pour ériger un Etat islamique exclusivement fondé sur la Charia. Ce sont là des faits bruts. Mais comment vous faire part de la peur panique des gens, de leur désarroi, de leur douleur, de leur colère rentrée ?

Comment en est-on arrivé là ?

C'est une question complexe. Schématiquement, on peut dire que si, au cours des vingt premières années de l'indépendance, l'Algérie a pu accomplir de grands pas dans la voie de la modernisation, de graves contradictions ont marqué cette période par le fait du sous-développement et du passif colonial d'une part, la bipolarisation des blocs à l'échelle internationale d'autre part. La société algérienne et ses nouvelles institutions se sont trouvées marquées du sceau du socialisme, du parti unique, du discours égalitariste et populiste rejetant en bloc le capitalisme et, avec lui, les dimensions de démocratie, de multipartisme, etc.

Une fuite en avant qui n'a été qu'une série de concessions aux forces obscurantistes dans les domaines de la culture, de l'éducation, des médias, etc.

Ce processus a mené à un système rentier bureaucratique dont les appétits égoïstes n'ont jamais été aussi aiguës que sous la décennie Chadli, au cours de laquelle s'enracine le mouvement intégriste. Ce mouvement a également bénéficié d'importantes aides extérieures. De l'Arabie Saoudite, puis, surtout, de l'Iran. Mais aussi des aides multiformes de certaines forces d'Amérique et d'Europe pour des raisons tactiques liées au contexte de la guerre froide. On n'imaginait pas alors que ce que l'on nommait "islamisme" déferlerait en furie intégriste de la manière que l'on sait.

L'intégrisme, tout comme le terrorisme qui est son bras armé, c'est surtout la mise à nu de l'échec d'un système, au plan politique bien sûr, mais aussi économique, culturel, social, scolaire, démographique, etc. Poussé jusqu'à l'horreur, l'intégrisme est l'expression de l'impasse de ce système.

Comment s'en sortir ?

Quelle que soit la gravité de la situation, celle-ci n'est pas fatale. Pourquoi ?

Tout d'abord parce que le projet de société intégriste (projet théocratique et totalitaire) n'est pas unique, mais se trouve être confronté, de façon antago-

nique, à un autre : celui d'une société moderne. Le regretté Tahar Djaout, écrivain et journaliste, imageait cela en parlant de la famille qui avance et de la famille qui recule.

Le hic, pour l'heure, c'est que les partisans de la famille qui avance se trouvent dramatiquement dispersés par l'inouïe violence du choc intégriste et, pour l'essentiel, encore marginalisés par une classe politique trop occupée par des jeux politiques et claniques vains.

Cela dit, la manifestation spectaculaire des femmes rassemblées à Alger, le 25 octobre, sous les mots d'ordre : "sauver l'Algérie moderne et républicaine", "éradiquer le terrorisme", "contre le dialogue criminel" avec les représentants politiques et alliés de l'intégrisme, est un exemple, symbolique certes, mais fort. De même, les manifestations organisées par le RCD à Bejaïa et Tizi-Ouzou, l'effort soutenu de la presse démocratique, etc. Ces mouvements expriment la volonté courageuse des gens, non seulement de ne pas abdiquer devant l'obscurantisme et la barbarie, mais de rompre totalement avec eux et avec le système qui les a nourri.

Pour redresser la situation de l'ensemble de la société, nous estimons urgent de mettre sur pied un gouvernement de combat républicain. L'essentiel de son action serait d'accélérer la rupture avec l'intégrisme et avec le système rentier bureaucratique. Mais un autre poids continue de compresser dangereusement l'état général de la société algérienne : la dette extérieure. Comment assumer la transition vers la modernité, la démocratie et la paix quand 75% des revenus du pays sont engloutis dans le remboursement de la dette ?

C'est là, liée aux précédents, une question incontournable, concrète. Tant pour l'Algérie que pour l'ensemble de ses partenaires européens -dont la France en particulier- qui souhaitent tous une Méditerranée commune de paix et de solidarité à l'orée du XXIe siècle.

Propos recueillis par G.T.

◆ PEROU ◆

REFERENDUM EN "DEMOCRATURE"

Le 31 octobre, 12 millions de Péruviens ont voté. Mais ce référendum constitutionnel avait un parfum bonapartiste. Simesio Lopez, un sociologue péruvien, a inventé un mot. Selon lui, le Pérou de l'ingénieur-président Alberto Fujimori vit, selon cet observateur averti, en "démocrature".

L'opinion internationale est déconcertée. Le Pérou a bonne presse. Les groupes terroristes ont été muselés. Les chefs de l'organisation maoïste Sentier lumineux et ceux du mouvement guévariste MRTA sont en prison. Le Pérou paye ses dettes rubis sur l'angle. Il privatise tout ce qu'il peut. Daniel Hokama, responsable des privatisations, le dit à tous ses visiteurs étrangers : "La liberté est totale pour les investisseurs." Au prix d'un sévère remède de cheval, subi par les plus pauvres, Alberto Fujimori a rétabli les grands équilibres. Il y a trois ans, l'inflation

frisait les 7.000%. Elle dépassera de peu cette année les 40%. Le déficit public a été ramené de 16 à 2,5% du PIB. La pression fiscale a augmenté. Bien sûr, tout cela est acquis par des moyens politiques peu orthodoxes. Le président s'est arrogé un droit discrétionnaire de rectification démocratique. Après l'auto-coup d'Etat du 5 avril 1992, il a intimidé une presse et une opposition pourtant bien timides.

L'APRA, parti populiste historique, s'était trouvé un nouveau dirigeant pour remonter la pente. Agustin Mantilla Campos est aujourd'hui en prison. Une constituante, élue dans ces conditions, a fabriqué un texte sur mesure qui permet la réélection du président, supprime le Sénat, rétablit la peine de mort, ouvre le pays au capital étranger.

Les sendéristes emprisonnés ont pu tenir une sorte de congrès en prison et demandé une

paix des braves. Alberto Fujimori a fait mine de refuser avant de multiplier les déclarations sur le thème, moi ou le chaos. Le tribunal électoral l'a rappelé à son devoir de réserve. Mais il a parlé, jusqu'au jour J, dans son bureau de vote.

Certains approuvent Alberto Fujimori : la fin veut les moyens, au diable les principes. En France, Jacques Chirac n'a-t-il pas déclaré que la démocratie était un luxe de riches ? Hernando de Soto, idéologue de la "démocrature", dit la même chose : "Les plus pauvres font avec la démocratie ou sans elle... Pour les plus pauvres, la démocratie n'a aucun sens." 45 à 50% des Péruviens, ont dit non. Dommage que personne ne puisse capitaliser ce sursaut moral et politique.

Jean-Jacques Kourliandsky



Espoir, espoir, quand tu nous tiens...

Les temps changent... D'injustice en injustice, Edouard Balladur ne fait plus preuve d'unité ni de rassurance. Les gens s'inquiètent : le chômage, la pauvreté, la mise en question de l'âge de la retraite et de la laïcité, les discriminations raciales... inutile de dire et redire ce que l'on sait depuis six mois. La mobilisation contre la politique actuelle devient plus fréquente, plus sérieuse, plus importante tout simplement... Les excès du libéralisme se font nettement sentir et provoquent des tensions très fortes dans la société française.

C'est pourquoi je suis heureux de voir que le Parti socialiste renaît peu à peu. Après un début d'opposition timide (néanmoins justifié par l'ampleur de la défaite), je suis désormais confiant pour les prochains mois.

Je ne suis que sympathisant, mais je pense, comme beaucoup de camarades, que nous avons été écoutés et entendus.

Aujourd'hui, un espoir apparaît. Il s'appelle Michel Rocard et c'est tout le Parti (tous courants confondus) qui doit travailler pour une prochaine alternance.

Mon seul regret est de ne pas entendre beaucoup parler des jeunes socialistes. J'ai dix-neuf ans et je dois avouer que je suis inquiet pour beaucoup de choses (Europe, chômage,

inégalités, racisme, éducation...). Et même si j'ai déjà fait mon choix pour les élections européennes (et ce sera le bulletin socialiste, soyez-en sûr !), j'aimerais que, d'ici là, les jeunes socialistes soient un peu plus présents dans les débats. Après tout, ils seront peut-être nos prochains gouvernants...

BENOIT FRIBOULET
(48) *Mende.*

BRADAGE

La presse nous apprend que la privatisation de la BNP a été un succès : c'est-à-dire que les actions ont monté de quelque 20%.

En bon français, cela veut dire que la BNP a été bradée en-dessous de sa valeur. Le prix total étant de 39 milliards, l'Etat a perdu quelque 7,8 milliards de F au profit des célèbres petits souscripteurs, et surtout de ceux dont on n'a pas parlé, le noyau dur, les petits copains de Balladur et compagnie.

Je ne garantis pas les chiffres ci-dessus. Je ne suis ni inspecteur des Finances, ni énarque. Mais il n'en manque pas, au PS, qui puisse rectifier ces données.

Je comprends fort bien que le PS n'ait pas le temps de s'occuper de ce scandaleux bradage : c'est bien subalterne ! Entre les présidentielles, les européennes, les cantonales, les congrès du Parti, on a autre chose à faire. Et puis, il ne faut pas déplaire à l'Elysée, dérangera la cohabitation.

Mais pour un simple républicain comme moi-même, peut-être pourriez-vous indiquer quelque modeste organisation de gauche qui trouve le temps de s'occuper des petits scandales comme ce bradage du bien de l'Etat ?

RAPHAEL VISOCEKAS
(75) *Paris.*

PARTAGE

Essayons d'analyser en quelques mots le concept économique de la semaine de quatre jours de travail. Celui-ci pose les problèmes de la production et du partage de la valeur ajoutée ainsi que des dimensions sociales par rapport à la technologie. Il faut bien avoir à l'esprit que l'organisation du mode production que suppose ce concept est une dynamique de la société dont le cœur est l'homme et non la machine.

Il est nécessaire que la substitution du capital au travail se fasse au profit des travailleurs. Il est urgent de cesser de considérer le

travail humain comme une charge de production à annihiler à tout prix. Certes, on ne pourra aller à l'encontre de la capacité humaine à vouloir améliorer sans cesse les outils de production mais à la condition de permettre à l'homme d'améliorer sa qualité de vie. C'est possible grâce à la semaine de quatre jours cumulée à une gestion dynamique des gains, de la productivité, de l'activité économique et sociale. L'aspect démographique, la fiscalité et la protection sociale ont une action certaine dans la refonte sociale et économique de la société que nous cherchons à proposer aux Français, c'est-à-dire en conservant et développant nos valeurs socialistes d'universalisme et d'humanisme.

C'est dans ce cadre que s'est tenu notre congrès du Bourget. Tous pour le Parti et le Parti pour tous. C'est avec cette démarche audacieuse, ambitieuse et courageuse que nous réussissons notre projet de société.

SALOMON BERGEL
(93) *Epinay-sur-Seine.*

UNION

La CGT avait prévu de longue date de manifester le 28 septembre ; la CFDT, du 12 au 15 octobre. Fin septembre FO, a décidé de la faire le 12 octobre. La CGT a emboîté le pas, la CFDT a maintenu ses dates. Tout cela fait bien décousu et ne va pas dans le sens du souhait des travailleurs pour qui l'unité est une force. Et cela est vrai. Encore faut-il que les grandes revendications soient les mêmes, ou très proches, ce qui n'est pas le cas.

Que font les socialistes membres de ces trois organisations pour intervenir en leur sein afin de rapprocher les points de vue ? Dans les sections, les socialistes s'entendent. Dans les syndicats, ils se canardent par tracts. Pas sérieux. Il va de soi qu'un socialiste n'a pas à faire de publicité pour son Parti au sein de son organisation syndicale. Etre un facteur d'action unie entre les forces de gauche pour la conquête du pouvoir économique devrait être son objectif.

Encora faudrait-il que les socialistes appliquent les statuts du Parti qui prévoient l'adhésion à une organisation professionnelle. Bien peu sont en règle sur ce point. Dans ces conditions, ne soyons pas surpris que le PS ne mobilise pas la classe ouvrière qui ne le voit ni dans les syndicats (d'actifs ou de retraités), ni dans les manifs, ni dans les boîtes.

ANDRE LAMOUREUX
(36) *Le Blanc.*

"Vendredi"

1 an : 270 F
DOM-TOM / CE : 400 F
Autres pays : 600 F

"Vendredi-Idees"

1 an : 120 F
DOM-TOM / CE : 200 F
Autres pays : 300 F

"Vendredi" + "Vendredi-Idees"

1 an : 350 F
DOM-TOM / CE : 500 F
Autres pays : 700 F

Oui,
"Vendredi" j'y tiens !

Nom/prénom

Adresse

Code postal

Ville

A renvoyer à "Vendredi", service lecteurs,
10 rue de Solferino,
75333 Paris cedex 07.
Chèque à l'ordre "Vendredi".
Merci de penser à joindre
votre bande-adresse.

Vendredi

10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ;
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE :
pour joindre directement
votre correspondant,
il suffit de composer 45.56...
(précédé du 16-1 si vous appelez
de province) suivi des 4 chiffres
qui figurent entre parenthèses
à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication :
Jean-Jack Queyranne

REDACTION
Rédactrice en chef :
Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction :
Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction :
Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bedei (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idees : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Marlyne Trassard (78.71)
International :
Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction :
Vanda Gervasio (78.51)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92)
Révision :
Jean-François Gantois (78.53)
Photo :
Pascal Lebrun,
Josette Serreau (78.53)

**ABONNEMENTS
ET SERVICE LECTEURS**
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56),
Sabine Sebah (78.79)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage :
Dawant - Paris
Impression :
Avenir Graphique - Torcy
Routage :
Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par
les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
D.R. (couv.) ; C. Viouard / Gamma (p. 12) ;
M. Rosenzweig / Sigma (p. 15) ; autres PL

Ce numéro a été tiré à 147.000 ex.

BARBARA

Infatigable remueuse d'idées, chanteuse de cœur, de tripes et de talent, Barbara revient au Théâtre du Châtelet pour une cinquantaine de récitals.

"Je suis une femme qui chante", dites-vous. Mais les thèmes sur lesquels vous écrivez vos chansons sont des thèmes durs ou douloureux. Est-ce que cela va bien avec chanter ?

Les thèmes de mes chansons ne sont ni durs ni douloureux, ce sont les thèmes de la vie. Les thèmes des chansons sont toujours les mêmes : l'amour, la vie, l'absence, l'espoir, la misère, la révolte, la mort. Thèmes que l'on a toujours trouvés dans la chanson et dans la poésie en général. Et puis, il y a cette chose effrayante qui est survenue, le sida. Mais le désespoir se chante.

Le sida sera dans votre tour de chant du Châtelet.

Bien entendu. Dorénavant, il y restera jusqu'à ce qu'il ait lui-même disparu.

Aujourd'hui, où trouvez-vous matière à chanter.

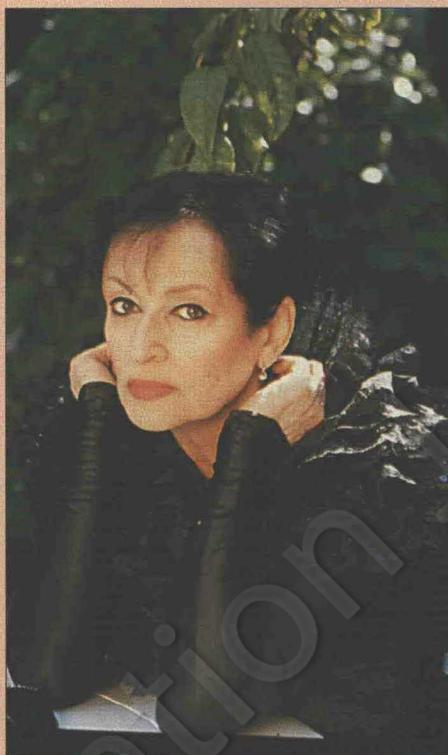
La vie même est pleine de raisons de chanter. Mais attention, il ne s'agit pas de se saisir d'un événement, d'en faire une chanson et de le récupérer. Cela dit, dans le quotidien, il y a tellement de choses que l'on ne sait pas par où commencer. On vit une époque "sanglot" où l'on se sent impuissant devant les choses, et où on a quelquefois honte d'exister. On a eu un très grand chagrin devant l'écartèlement du socialisme. Alors, aujourd'hui, oui, on pourrait pleurer un très long sanglot qui durerait vingt chansons

Vous craignez d'être moins crédible qu'il y a cinq ans, lorsque vous avez écrit "Sid'amour-à-mort".

Oui. Je ne suis pas crédible auprès des mêmes qui sont dans les banlieues, alors que cela m'importerait vraiment de l'être. C'est qu'ils ne me reconnaissent pas comme étant des leurs et que, du coup, ils n'acceptent pas de dialoguer avec moi. Ce ne sont pas des mots qu'ils demandent, ce que l'on peut bien comprendre, parce qu'ils ont d'autres combats. Ils demandent du boulot et le droit d'exister et de rêver. Pour rêver, ils ont la misère, la drogue, le chômage et le sida. Mais ils se battent, pourtant, ils se battent.

Que faire ?

De l'information pour la prévention. Exemple : il est invraisemblable qu'à la télévision, on ne donne jamais -et il faudrait le faire aux heures de grande écoute-



On ne va pas, comme cela, regarder mourir de plus en plus une jeunesse insuffisamment informée sur le sida.

l'adresse des centres de dépistage, de dépistage volontaire s'entend. On ne sait pas où aller, alors on n'y va pas. Autre exemple : on sait que, dans la plupart des cas, les premiers rapports sexuels des jeunes se font sans préservatif. Mais on se récrie en disant : attention, si vous faites entrer les préservatifs au lycée, vous incitez à la débauche. Résultat, on incite à la mort. Autre chose encore : si on dit que l'on va mettre des seringues dans les pharmacies pour les toxicomanes, mais qu'à la porte des pharmacies on met la police, ils n'iront plus chercher leurs seringues. Il faut bouger. On ne va pas, comme cela, regarder mourir de plus en plus une jeunesse insuffisamment informée.

Avez-vous l'envie, le courage, de prendre la tête d'une initiative, d'en être le porte-drapeau ?

Je vous dis que je ne suis pas crédible. Il ne faut pas que les médecins deviennent des artistes et que les artistes deviennent des médecins. A un moment donné, il y a eu une grande confusion : attention ! Il faut savoir si on sert la lutte contre le HIV ou si c'est elle qui nous sert. Vous voyez le risque de récupération qui existe ?

Quelles réflexions vous inspire la scène politique ?

C'est pénible et effrayant. Ils reviennent tous depuis six mois en se poussant les uns les autres. Ce "je suis le meilleur", c'est terrible. Et tout ce qui se fait, tout ce qui se décide : on a le choix parmi les horreurs et les détresses. Et la peur de demain. Et la honte que l'on retire de tout cela : ces gens, ces familles avec leurs enfants à la rue et l'hiver qui arrive.

On ne sait plus ce que l'on doit faire, ni comment le faire. On a l'impression d'être orphelin de sa famille politique. Comme un grand chagrin devant l'écroulement du rêve, une grande déception. Je ne crois pas que le pouvoir rend fou. Je ne sais pas ce qui s'est passé. Mais ce qui est très très grave dans le cas des hommes au pouvoir, c'est qu'ils vivent retirés du monde qu'ils doivent faire. Ils ne sont plus dans ce monde, ils vivent dans des tours complètement protégées, ils ne sont plus dans le quotidien. Qu'est-ce qui est plus grave pour un homme politique ?

Il y a quand même eu des choses extraordinaires : la poignée de main d'Arafat et de Rabin et, aujourd'hui, le prix Nobel de Nelson Mandela et du président De Klerk.

Après le Châtelet ?

Partir. La route, la France, le monde. Ce qui m'intéresse, c'est d'aller, de réinventer tous les soirs dans un lieu différent, d'aller vers d'autres visages, d'autres lieux.

On vous retrouve, avec joie, en pleine forme...

Oui, c'est vrai que je vais bien. Il faut aller bien. Merci.

Propos recueillis par Jacques Garat

Au Théâtre du Châtelet,
du 6 novembre au 31 décembre, à 20 h 30
(les dimanches à 16 h). Places de 80 à 230 F.
☎ 40 28 28 40

L'harmonie sur toute la gamme



Pour étancher votre soif, vous réchauffer, lutter contre les pollutions quotidiennes, pour vous permettre de vous déplacer, de vous abriter, de vous soigner et de regarder la télévision: nous exerçons différents métiers. Nous maîtrisons de nombreux instruments. Eau, Energie, Propreté, Transport, Logement, Bureau, Santé, Communication: pour orchestrer la musique de votre vie quotidienne, nous travaillons en harmonie.

